F-19951127-3

Arrêt Cour de cassation, Belgique S950069F 27/11/1995

Sommaire(s)

Sommaire 1

Le tribunal du travail compétent pour statuer sur la reconnaissance d'unités techniques d'exploitation et sur l'institution de conseils d'entreprise et de comités de sécurité et d'hygiène est, en règle, celui du lieu du travail.

--> "CONSEIL D'ENTREPRISE ET COMITE DE SECURITE ET D'HYGIENE"-> "ELECTIONS"

(vide)

CONSEIL D'ENTREPRISE ET COMITE DE SECURITE ET D'HYGIENE. - ELECTIONS. - Unités techniques d'exploitation. - Reconnaissance. - Compétence et ressort. - Matière civile. - Compétence. - Compétence territoriale. - Tribunal du travail compétent. - Art. 582, 3° et 4°, et 627, 9°, C.jud. - Art. 24, L. du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie. - Art. 1er, alinéa 4, h et i, L. du 10 juin 1952 concernant la santé et la sécurité des travailleurs, ainsi que la salubrité du travail et des lieux de travail. - Art. 8 et 9, A.R. du 12 août 1994. Voir Rapport de M. VAN REEPINGHEN, Charles précédant le C.jud., Pasin., 1967, Suppl., p. 302, 303 et 402;

- PASICRISIE BELGE VAN REEPINGHEN,C. 1967(P.302-303)
- PASICRISIE BELGE null 1995(I,P.1076)
- ARRESTEN VAN HET HOF VAN CASSATIE null 1995

- Code Judiciaire // 582,3\$ //
- Code Judiciaire // 582,4\$ //
- Code Judiciaire // 627,9\$ //
- Loi / 1948-09-20 / 24 //
- Loi / 1952-06-10 / 1,§4,h //
- Loi / 1952-06-10 / 1,§4,i //
- Arrêté Royal / 1994-08-12 / 8 //
- Arrêté Royal / 1994-08-12 / 9 //

http://jure.juridat.just.fgov.be/view_decision.html?justel=F-19951127-3&idxc_id=5067&lang=FR

--> "CONSEIL D'ENTREPRISE ET COMITE DE SECURITE ET D'HYGIENE"--> "CONSTITUTION"

(vide)

CONSEIL D'ENTREPRISE ET COMITE DE SECURITE ET D'HYGIENE. - CONSTITUTION. - Institution. - Compétence et ressort. - Matière civile. - Compétence. - Compétence territoriale. - Tribunal du travail compétent. - Art. 582, 3° et 4°, et 627, 9°, C.jud. - Art. 24, L. du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie. - Art. 1er, alinéa 4, h et i, L. du 10 juin 1952 concernant la santé et la sécurité des travailleurs, ainsi que la salubrité du travail et des lieux de travail. - Art. 8 et 9, A.R. du 12 août 1994.

Voir Rapport de M. VAN REEPINGHEN, Charles précédant le C.jud., Pasin., 1967, Suppl., p. 302, 303 et 402;

- PASICRISIE BELGE VAN REEPINGHEN,C. 1967(P.302-303)
- PASICRISIE BELGE null 1995(I,P.1076)
- ARRESTEN VAN HET HOF VAN CASSATIE null 1995

http://jure.juridat.just.fgov.be/view_decision.html?justel=F-19951127-3&idxc_id=5073&lang=FR

--> "COMPETENCE ET RESSORT"--> "MATIERE CIVILE"--> "Compétence"--> "Compétence territoriale"

(vide)

COMPETENCE ET RESSORT. - MATIERE CIVILE. - Compétence. - Compétence territoriale. - Conseil d'entreprise et comité de sécurité et d'hygiène. - Elections. - Unités techniques d'exploitation. - Reconnaissance. - Constitution. - Institution. - Tribunal du travail compétent. - Art. 582, 3° et 4°, et 627, 9°, C.jud. - Art. 24, L. du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie. - Art. 1er, alinéa 4, h et i, L. du 10 juin 1952 concernant la santé et la sécurité des travailleurs, ainsi que la salubrité du travail et des lieux de travail. - Art. 8 et 9, A.R. du 12 août 1994.

Voir Rapport de M. VAN REEPINGHEN, Charles précédant le C.jud., Pasin., 1967, Suppl., p. 302, 303 et 402;

- PASICRISIE BELGE VAN REEPINGHEN,C. 1967(P.302-303)
- PASICRISIE BELGE null 1995(I,P.1076)
- ARRESTEN VAN HET HOF VAN CASSATIE null 1995

http://jure.juridat.just.fgov.be/view_decision.html?justel=F-19951127-3&idxc_id=5075&lang=FR

--> "COMPETENCE ET RESSORT"-> "MATIERE CIVILE"-> "Droit social (règles particulières)

(vide)

COMPETENCE ET RESSORT. - MATIERE CIVILE. - Droit social (règles particulières). - Compétence. - Compétence territoriale. - Conseil d'entreprise et comité de sécurité et d'hygiène. - Elections. - Unités techniques d'exploitation. - Reconnaissance. - Constitution. - Institution. - Tribunal du travail compétent. - Art. 582, 3° et 4°, et 627, 9°, C.jud. - Art. 24, L. du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie. - Art. 1er, alinéa 4, h et i, L. du 10 juin 1952 concernant la santé et la sécurité des travailleurs, ainsi que la salubrité du travail et des lieux de travail. - Art. 8 et 9, A.R. du 12 août 1994.

Voir Rapport de M. VAN REEPINGHEN, Charles précédant le C.jud., Pasin., 1967, Suppl., p. 302, 303 et 402;

- PASICRISIE BELGE 1995(I,P.1076)
- ARRESTEN VAN HET HOF VAN CASSATIE null 1995
- PASICRISIE BELGE VAN REEPINGHEN,C. 1967(P.302-303)

http://jure.juridat.just.fgov.be/view_decision.html?justel=F-19951127-3&idxc_id=5081&lang=FR

Texte

LA COUR,

Vu le jugement attaqué, rendu le 7 février 1995 par le tribunal du travail de Liège, statuant en dernier ressort;

Sur le moyen pris de la violation des articles 24 de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie, 1er, alinéa 4, h) et i), de la loi du 10 juin 1952 concernant la santé et la sécurité des travailleurs, ainsi que la salubrité du travail et des lieux de travail, 9 de l'arrêté royal du 12 août 1994

relatif aux conseils d'entreprise et aux comités de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail, 2, 565, 566, 3° et 4°, et 627, 9°, du Code judiciaire,

en ce que le tribunal du travail déclare les requêtes des défenderesses recevables et fondées aux motifs que "(...) le tribunal considère qu'il y a lieu de confirmer l'analyse faite par le tribunal du travail de Bruxelles dans le jugement de renvoi à savoir : 'l'argument selon lequel ne pourrait être compétent le tribunal du lieu où se situe l'unité technique dont l'existence est contestée, pourrait être critiqué en ce que la compétence du tribunal se détermine, ainsi qu'il se dégage de l'article 8 du Code judiciaire, en fonction de la demande (...), telle que celle-ci apparaît dans l'acte introductif d'instance et telle qu'elle est soumise au juge, et non en fonction de la solution juridique donnée à cette demande (...). En revanche, le critère du siège de l'entreprise en tant qu'entité juridique peut être retenu, si l'on donne à l'article 627, 9°, du Code judiciaire une interprétation spécifique en fonction de l'objet de la demande, dans le sens indiqué par G. DEMEZ:' (...). De là naît la difficulté d'interprétation de cette disposition. On reprend chacun de ces critères pour en préciser le contenu et voir à quelle(s) demande(s) ils s'appliquent'; pour les conseils d'entreprise et les comités de sécurité et d'hygiène, il s'agit de l'endroit affecté à l'exploitation de l'entreprise : 'Les critères retenus se réfèrent aux entités dans lesquelles ces organes sont institués'; il ne semble d'ailleurs pas que par la loi du 23 janvier 1975, le législateur ait voulu modifier fondamentalement le critère de la compétence territoriale (...). Lorsque les critères déduits de l'article 627, 9°, du Code judiciaire permettent le rattachement à plusieurs ressorts judiciaires, le demandeur en justice a le choix du juge devant qui il souhaite porter son action (...); dans ce cas, le libre choix ne peut être limité par des considérations ayant trait notamment à l'importance respective des activités déployées dans les différents arrondissements judiciaires ou au caractère prépondérant ou principal de l'activité déployée dans tel arrondissement; (...) Attendu que l'article 565, alinéa 2, dispose que lorsque deux ou plusieurs demandes relèvent de la compétence exclusive de deux tribunaux distincts, le renvoi peut avoir lieu conformément à l'ordre de préférence qu'il prévoit; qu'en se référant à l'article 565, 5°, le tribunal de Liè

ge doit être déclaré compétent territorialement pour connaître des deux demandes qui doivent être jointes", alors que, selon les articles 24 de la loi du 20 septembre 1948 et 1er, alinéa 4, h) et i), de la loi du 10 juin 1952, les organisations représentatives des travailleurs peuvent introduire auprès des tribunaux du travail une demande tendant à faire déterminer le nombre et la localisation des unités techniques d'exploitation et que le Roi peut, pour ces différends, prévoir des règles particulières de procédure; l'article 9 de l'arrêté royal du 12 août 1994 dispose que les organisations représentatives des travailleurs intéressées peuvent introduire auprès du tribunal du travail, un recours contre la décision de l'employeur concernant la division de l'entité juridique en unités techniques d'exploitation avec leur description et leurs limites; à défaut de dispositions légales spéciales, la compétence territoriale des tribunaux du travail dans le cadre de cette procédure, est déterminée conformément à l'article 627, 9°, du Code judiciaire (article 2 du Code judiciaire); selon l'article 627, 9°, est seul compétent pour connaître de la demande, le juge de l'endroit affecté à l'exploitation de l'entreprise, à l'exercice de la profession ou à l'activité de la société, de l'association ou du groupement pour toutes les contestations prévues aux articles 578 et 582, 3° et 4°, du Code judiciaire et pour l'application aux employeurs des sanctions administratives prévues à l'article 583; il résulte de l'article 627, 9°, que l'endroit affecté à l'exploitation de l'entreprise détermine la compétence des tribunaux pour les différends concernant l'instauration et le fonctionnement des conseils d'entreprise et des comités de sécurité et d'hygiène; en effet, après avoir été modifié par la loi du 10 octobre 1967 portant le Code judiciaire, l'article 24 de la loi du 20 septembre 1948 disposait que les contestations résultant de l'application des dispositions de la quatrième section de la loi relative au conseil d'entreprise étaient de la compétence du tribunal du travail dans le ressort duquel était établi le siège d'entreprise; même si, depuis la modification par la loi du 23 janvier 1975, l'article 24 de la loi du 20 septembre 1948 ne s'en réfère plus au tribunal du travail dans le ressort

duquel est établi le siège d'entreprise, le législateur n'a pas eu l'intention de modifier les règles relatives à la compétence territoriale des tribunaux du travail, l'article 24 n'ayant été modifié par la loi du 23 janvier 1975 que pour donner également le droit aux organisations représentatives des travailleurs d'ester en justice pour toutes les contestations relatives à l'instauration et au fonctionnement des conseils d'entreprise; il en résulte que, lorsque dans une entreprise à sièges multiples, plusieurs requêtes sont introduites devant des tribunaux différents visant toutes à la détermination du nombre d'unités techniques d'exploitation à

retenir, est seul compétent pour connaître de la demande, le tribunal du lieu où se situe l'entité juridique qui forme l'unité technique reconnue par tous, l'unité technique dont l'existence est discutée ne pouvant déterminer la compétence territoriale des tribunaux avant que son existence soit reconnue par un tribunal du travail; le tribunal constate que le siège de la demanderesse est établi à Anvers, que les demandes introduites par les défenderesses ont pour objet de faire reconnaître que les bureaux de Liège et d'Evere constituent des unités techniques d'exploitation distinctes et que la demanderesse sollicite le renvoi des dossiers au tribunal du travail d'Anvers; d'où il suit qu'en se déclarant compétent et qu'en déclarant les requêtes des défenderesses recevables, le tribunal viole les articles 24 de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie, 1er, alinéa 4, h) et i), de la loi du 10 juin 1952 concernant la santé et la sécurité des travailleurs, ainsi que la salubrité du travail et des lieux de travail, 9 de l'arrêté royal du 12 août 1994 relatif aux conseils d'entreprise et aux comités de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail, 2, 565, 566, 582, 3° et 4°, et 627, 9°, du Code judiciaire :

Attendu que l'article 8 du Code judiciaire prévoit que la compétence est le pouvoir du juge de connaître d'une demande portée devant lui;

Que les demandes dont a été saisi le tribunal du travail de Liège et auxquelles il a fait droit tendaient à la reconnaissance des sièges de Liège et d'Evere de la demanderesse comme unités techniques d'exploitation ainsi qu'à l'institution d'un comité de sécurité et d'hygiène pour chacune de ces unités et d'un conseil d'entreprise pour les deux sièges;

Attendu qu'en vertu des articles 582, 3° et 4°, et 627, 9°, du Code judiciaire, le tribunal du travail territorialement compétent pour connaître de ces demandes est le tribunal "de la situation de la mine, de l'usine, de l'atelier, du magasin, du bureau et, en général, de l'endroit affecté à l'exploitation de l'entreprise, à l'exercice de la profession ou à l'activité de la société"; qu'il ressort des travaux préparatoires au Code judiciaire que l'intention du législateur a été de consacrer, dans cette dernière disposition, d'une manière générale la compétence du juge du lieu du travail; que ni la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie ni la loi du 10 juin 1952 concernant la santé et la sécurité des travailleurs, ainsi que la salubrité du travail et des lieux de travail ne dérogent à l'article 627, 9°, précité;

Attendu qu'en se déclarant compétent territorialement, le tribunal du travail de Liège n'a violé aucune des dispositions légales indiquées au moyen;

Que le moyen ne peut être accueilli;

Attendu que le rejet du pourvoi rend sans intérêt les demandes en déclaration d'arrêt commun;

PAR CES MOTIFS,

Rejette le pourvoi et les demandes en dé

claration d'arrêt commun;

Condamne la demanderesse aux dépens.

Conclusions